



Paris, le 29 janvier 2019

## Position de la Société Chimique de France (SCF) sur le plan S

Le plan S vise à ce que l'ensemble des manuscrits scientifiques issus de la recherche publique soit en accès libre d'ici 2020. L'établissement de ce nouveau paradigme semble annoncer la fin d'un modèle qui ne serait à terme plus soutenable par nos tutelles et organismes financeurs. Evoluer vers un accès ouvert aux publications est une perspective en théorie idéale à laquelle la communauté scientifique ne peut sur le fond qu'adhérer. Le plan S a le mérite de dessiner une trajectoire vertueuse et la SCF y souscrit, encourageant bien sûr cette intention légitime.

Cependant, si le but affirmé est louable, le plan S en l'état manque de précisions comme de garanties au niveau éthique, économique et juridique. Par ailleurs, l'échéance très courte envisagée pour sa mise en place semble insuffisamment réaliste pour imaginer un système « ouvert » qui ne lèse personne. La transition vers ce nouveau modèle pose en effet de nombreuses questions.

Faire table rase du mode d'édition actuel sans avoir élaboré au préalable une alternative viable pourrait se révéler extrêmement dangereux. Notre communauté s'est construite autour du modèle actuel et l'a structurellement intégré. Pensons notamment au système d'évaluation par les pairs, unanimement accepté et reconnu.

Comme plusieurs sociétés savantes en Europe, la SCF a choisi il y a plusieurs décennies de s'associer à l'échelle européenne à ChemPubSoc Europe pour valoriser les publications issues des laboratoires français au meilleur niveau tout en garantissant qualité et éthique scientifique. En partenariat avec Wiley-VCH, les 16 sociétés chimiques continentales réunies au sein du consortium ChemPubSoc Europe donnent ainsi une visibilité à la communauté d'Europe continentale équivalente à celle des deux grandes autres sociétés savantes de chimie que sont l'American Chemical Society et la Royal Society of Chemistry.\* Aujourd'hui partenaire de cette maison d'édition, mais aussi de Springer et des sociétés chimiques Allemande, Italienne, Espagnole, et Autrichienne, la SCF est particulièrement sensible aux risques de déstabilisation associés à une mise en œuvre du plan S qui en l'état, pourrait paraître hasardeuse. Parmi les points particulièrement sensibles, notons le changement inévitable de référentiel d'évaluation qui nécessitera la mise place d'un accompagnement proactif de la part de nos tutelles. Un autre risque pourrait provenir de l'apparition d'inégalités entre les laboratoires devant le paiement des coûts associés à la publication en libre accès, en particulier dans les journaux dits hybrides. En outre, l'émergence de journaux dits prédateurs, pouvant profiter de la brèche ouverte pour proposer des publications en libre accès à bas coûts, au détriment de la qualité du processus d'évaluation ou d'édition, représente un risque certain. Enfin, la mise en place de ce plan uniquement à l'échelle Européenne, exposerait et fragiliserait inévitablement notre continent par rapport à la concurrence de l'Amérique ou celle de l'Asie qui ne manquera pas de se renforcer. Si des règles préventives ne sont pas envisagées pour tenir compte de ce facteur, les chercheurs français, situés au cœur du dispositif, ne seraient plus sur un pied d'égalité avec leurs homologues américains ou asiatiques pour faire valoir leurs découvertes et innovations. Le différentiel qui en résulterait impacterait le rayonnement international des institutions et des organismes de tutelle car la visibilité des recherches qu'ils financent serait affectée dans tous les classements internationaux.

Dans ce contexte, la SCF entend néanmoins affirmer pleinement son rôle de représentation et de structuration de la communauté des chimistes français dans la mutation irréversible et ambitieuse que semble avoir initié le plan S vers le libre accès des résultats scientifiques. Elle souhaite être actrice à part entière de l'élaboration d'un modèle global et équilibré impliquant tous les acteurs scientifiques, y compris les sociétés savantes, vers un système d'édition ouvert, transparent, équitable et garant de l'intégrité scientifique.

\* La création d'un partenariat entre le consortium de 16 sociétés chimiques européennes continentales et des maisons d'édition telles que Wiley-VCH ou Springer a été motivé par le fait qu'à l'époque, contrairement à l'American Society (USA) ou à la Royal Society of Chemistry (GB), aucune de nos sociétés savantes ne disposait des moyens internes matériels et logistiques permettant la publication de journaux scientifiques de qualité.



Marc Taillefer, SCF President  
Pour le bureau de la SCF



Paris, le 29 janvier 2019

## Position of the French Chemical Society (SCF) on the plan S

Plan S aims to ensure that all scientific manuscripts resulting from public research will be freely accessible by 2020. The establishment of this new paradigm seems to herald the end of a model that would have ultimately been unsustainable for our French research institutions and funding agencies. In theory, evolving towards open access publications is an ideal perspective, so the scientific community can only fundamentally adhere to. Plan S has the merit of drawing a virtuous trajectory and the (French Chemical Society) SCF subscribes to it, surely encouraging this legitimate intention.

However, if the stated goal is laudable, then plan S, as it stands, lacks details as guarantees at the ethical, economic and legal level. Moreover, the very short deadline envisaged for its implementation seems insufficiently realistic to imagine an "open" system that does not injure anyone. The transition to this new model raises many questions.

To fully discard the current editing mode without having previously worked out a viable alternative could be extremely dangerous. Our community built itself on the current model and structurally integrated it. Consider, in particular, the peer evaluation system, unanimously accepted and recognized.

Like several learned societies in Europe, the SCF chose several decades ago to join ChemPubSoc Europe on a European scale in order to promote the publications of French laboratories at the best level while guaranteeing quality and scientific ethics. In partnership with Wiley-VCH, the 16 continental learned chemical societies in the ChemPubSoc Europe consortium give visibility to the continental European community equivalent to that of the two other major learned chemical societies, the American Chemical Society and the Royal Society of Chemistry.\*

Today, partner of this publishing house, but also of Springer and the German, Italian, Spanish and Austrian chemical companies, SCF is particularly sensitive to the risks of destabilization associated with the implementation of Plan S, which seems hazardous in its present state.

Among the particularly sensitive points, let us note the inevitable change of the evaluation framework which will require setting up a proactive accompaniment on the part of our research institutions and funding agencies. Another risk could come from the discrimination between laboratories in the payment of the costs associated with open access publishing, especially in so-called hybrid journals. In addition, the emergence of so-called predatory journals, which can take advantage of the open loophole to offer open access publications at low cost, to the detriment of the quality of the evaluation or editing process, poses a certain risk. Finally, the implementation of this plan solely on a European scale, would expose and inevitably weaken our continent against competition from America or that from Asia which will not fail to strengthen. If preventive rules are not envisaged to take into account this factor, French researchers would no longer be on an equal footing with their American or Asian competitors to showcase their discoveries and innovations. Last but not least, the differential that would result would impact the international influence of French research institutions and funding agencies because the visibility of the research they support logistically and financially would be affected in all international rankings.

In this context, however, the SCF intends to fully affirm its role of representing and structuring the French chemistry community to contribute to the irreversible and ambitious transformation that Plan S seems to have initiated towards open access. It wishes to be a full-fledged participant in the development of a global and balanced model involving all scientific actors, including learned societies, towards an open, transparent, equitable publishing system that guarantees scientific integrity.

---

\* The creation of a partnership between the consortium of 16 continental European chemical companies and publishing houses such as Wiley-VCH or Springer was motivated by the fact that at the time (ca. 25 years ago), unlike the American Society (USA) or at the Royal Society of Chemistry (GB), none of the continental learned societies of chemistry had the internal financial, material and logistical resources for the publication of high-quality scientific journals.



Marc Taillefer, SCF President  
On behalf of the national SCF board